

Burundi : le gouvernement agrée le nouveau parti de l'opposant Agathon Rwasa

@rib News, 14/02/2019 Source AFP Le gouvernement burundais a agréé jeudi la nouvelle formation politique d'Agathon Rwasa, principal opposant du pays, après que ce dernier a accepté de changer le nom de son parti, a-t-on appris auprès de M. Rwasa et du ministre de l'Intérieur. En novembre, le ministre de l'Intérieur avait refusé au Front national pour la Liberté "Amizero yabarundi (Espoir du Burundi), au motif que ses sigles, emblèmes et devises sont semblables à ceux d'un parti politique déjà agréé.

Ce nom était de fait une allusion très claire au parti issu de l'insurrection hutu des Forces nationales de libération (FNL), dont le chef historique, M. Rwasa, avait été vaincu de la tête en 2011 au profit d'un proche du pouvoir. Après avoir initialement refusé de changer le nom de son parti, M. Rwasa a finalement opté pour le Congrès national pour la Liberté (CNL), dont il a obtenu l'agrément. « Nous sommes satisfaits car notre parti, le CNL, a enfin agréé aujourd'hui après plusieurs mois d'attente », s'est réjoui M. Rwasa auprès de l'AFP. « Ça nous a finalement fait gagner la patience payée ». L'information, qui circulait sur les réseaux sociaux, a été confirmée par le ministre burundais de l'Intérieur, qui assure que « l'ordonnance ministérielle d'agrément du parti CNL a été remise de ses représentants ». Rwasa a créé son nouveau parti dans la perspective des élections de 2020 au Burundi car la nouvelle Constitution adoptée en 2018 ne permet plus à une coalition indépendante de se présenter, comme dans le cas en 2015 pour la coalition Amizero yabarundi qui était alors devenue la deuxième force politique du pays. Cette coalition, pourtant représentée à l'Assemblée nationale, ne pouvait plus organiser des réunions ou des meetings, alors que des centaines de ses membres croupissent en prison pour réunions clandestines ou atteinte à la sûreté de l'Etat. Burundi est en crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé. Il avait été élu en juillet de la même année. Les violences qui ont accompagné la crise ont fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, d'après les estimations de la Cour pénale internationale (CPI), qui a ouvert une enquête. La presse indépendante encore présente dans le pays continue de documenter chaque semaine des cas d'arrestations arbitraires, de tortures ou de disparitions forcées de militants de M. Rwasa, essentiellement commis par les Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti CNDD-FDD au pouvoir, qualifiée de milice par l'ONU.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});